

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 2 maart 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Minister belast met Ambtenarenzaken en Sport,  
Cl. EERDEKENS

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2007 — 1669

[2007/201220]

**8 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au projet de service, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, tel que modifié et notamment l'article 5, § 3, remplacé par le décret du 20 juillet 2006;

Vu le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, tel que modifié et notamment l'article 5, § 3, remplacé par le décret du 20 juillet 2006;

Vu le décret du 20 juillet 2006 modifiant le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités et notamment l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis de la Commission de promotion de la santé à l'école, donné le 14 décembre 2006;

Vu l'avis n° 42.211/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 février 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement du 8 mars 2007,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret du 20 décembre 2001 : le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école.

2° décret du 16 mai 2002 : le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités.

3° projet de service : le projet de service, visé à l'article 5 du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et à l'article 5 du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités.

4° Administration : la Direction générale de la santé.

**Art. 2.** Le projet de service est élaboré pour une durée de six ans.

La durée de six ans visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> correspond à la durée de six ans des conventions-cadres visées à l'article 19 du décret du 20 décembre 2001 et à l'article 17 du décret du 16 mai 2002.

**Art. 3.** Le projet de service est élaboré conformément à la grille de développement fixée en annexe.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le service envoie la copie du projet de service à l'Administration, à l'établissement scolaire ou, selon le cas, à la haute école, à l'école supérieure des arts, à l'institut supérieur d'architecture, et au centre psycho-médico-social ainsi qu'au centre local de promotion de la santé concernés pour le 1<sup>er</sup> octobre au plus tard de la première année de la durée du projet.

Le centre envoie la copie du projet de service à l'Administration, à l'établissement scolaire ou selon le cas, à la haute école, à l'école supérieure des arts, à l'institut supérieur d'architecture, et au centre local de promotion de la santé concernés pour le 1<sup>er</sup> octobre au plus tard de la première année de la durée du projet.

§ 2. Lors de chaque demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, le service envoie pour le 28 février au plus tard la copie du projet de service relatif à la période d'agrément à l'Administration.

**Art. 5.** Chaque année, le projet de service fait l'objet d'un bilan de son état d'avancement. Ce bilan et les éventuels ajustements du projet de service qui en découlent sont intégrés au rapport annuel visé à l'article 26 du décret du 20 décembre 2001 et à l'article 22 du décret du 16 mai 2002.

Les éventuels ajustements du projet de service sont également envoyés, pour le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, à l'établissement scolaire, à la haute école, à l'école supérieure des arts, à l'institut supérieur d'architecture, au centre local de promotion de la santé, et le cas échéant, au centre psycho-médico-social concernés.

**Art. 6.** Par dérogation à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le projet de service qui doit être élaboré pour le 1<sup>er</sup> octobre 2007 porte sur une durée de sept ans.

**Art. 7.** Les articles 3, 6, 7, 4°; 12, 15, 16, 1°, du décret du 20 juillet 2006 modifiant le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités et le présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Bruxelles, le 8 mars 2007

Par le Gouvernement de la Communauté française,

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Mme C. FONCK

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mars 2007 relatif au projet de service, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités.

Grille de développement du projet de service

1<sup>re</sup> partie : DESCRIPTION DU SERVICE/CENTRE ET DE SA POPULATION

1. Présentation du service / centre et de son équipe
2. Présentation des missions décrétales du service/ centre
3. Présentation de la population sous tutelle

2<sup>e</sup> PRIORITES DU SERVICE/CENTRE

1. Les priorités du service/ centre et la motivation de ses choix en fonction des politiques de santé communautaires et locales et des besoins de la population sous tutelle identifiés par le service/centre.
2. La façon dont le service/ centre entend mettre en œuvre la promotion de la santé à travers l'ensemble de ses missions

3<sup>e</sup> partie : OBJECTIFS DU SERVICE

1. Objectifs concernant le service / centre lui-même en termes de changements attendus dans la mise en œuvre de la promotion de la santé
2. Objectifs concernant les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur hors universités et leur population en termes de changements attendus dans la mise en œuvre de la promotion de la santé

4<sup>e</sup> partie : PLAN D'ACTION DU SERVICE/CENTRE

En fonction des priorités et des objectifs du service / centre, celui-ci définit un plan d'action en termes

- de stratégies,
- d'actions concrètes,
- d'outils et de ressources,
- de public(s)-cible,
- de calendrier,
- de partenariat.

5<sup>e</sup> partie : MODALITES DE REALISATION DU BILAN

Le service/ centre définit la manière dont il va établir le bilan de l'état d'avancement de son ou ses projet(s) de service

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mars 2007 relatif au projet de service, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités.

Bruxelles, le 8 mars 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;  
Mme C. FONCK

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 1669

[2007/201220]

**8 MAART 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het dienstenproject bij toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en bij toepassing van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, zoals gewijzigd en inzonderheid op artikel 5, § 3, vervangen bij het decreet van 20 juli 2006;

Gelet op het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit, zoals gewijzigd en inzonderheid op artikel 5, § 3, vervangen bij het decreet van 20 juli 2006;

Gelet op het decreet van 20 juli 2006 tot wijziging van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit en inzonderheid op artikel 19, 1e lid;

Gelet op het advies van de Commissie voor gezondheidspromotie op school, gegeven op 14 december 2006;

Gelet op het advies nr. 42.211/4 van de Raad van State, gegeven op 26 februari 2007, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 1<sup>o</sup> van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 8 maart 2007,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> decreet van 20 december 2001 : het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school.

2<sup>o</sup> decreet van 16 mei 2002 : het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit.

3<sup>o</sup> dienstenproject : het dienstenproject bedoeld in artikel 5 van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en in artikel 5 van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit.

4<sup>o</sup> Bestuur : Algemene directie gezondheid.

**Art. 2.** Het dienstenproject wordt opgericht voor een duur van zes jaar.

De duur van zes jaar bedoeld in het 1e lid stemt overeen met de duur van zes jaar van de kaderovereenkomsten bedoeld in artikel 19 van het decreet van 20 december 2001 en in artikel 17 van het decreet van 16 mei 2002.

**Art. 3.** Het dienstenproject wordt opgericht overeenkomstig de ontwikkelingstabel bepaald in bijlage.

**Art. 4.** § 1. De dienst verstuurt ten laatste voor 1 oktober van het eerste jaar van de duur van het dienstenproject een kopie van het project naar het Bestuur, de schoolinrichting of, naargelang van het geval, naar de hogeschool, de hogere kunstschool, het hoger instituut voor architectuur, en naar het psycho-medisch-sociaal centrum alsmede naar het plaatselijk centrum voor gezondheidspromotie die betrokken zijn.

Het centrum verstuurt ten laatste voor 1 oktober van het eerste jaar van de duur van het project de kopie van het dienstenproject naar het Bestuur, de schoolinrichting of, naargelang van het geval, naar de hogeschool, de hogere kunstschool, het hoger instituut voor architectuur en het plaatselijk centrum voor gezondheidspromotie die betrokken zijn.

§ 2. Bij elke aanvraag om erkenning of hernieuwing van erkenning, verstuurt de dienst voor 28 februari ten laatste de kopie van het dienstenproject betreffende de erkenningsperiode naar het Bestuur.

**Art. 5.** Elk jaar wordt een staat opgemaakt van de vooruitgang van het dienstenproject. Die staat en de eventuele aanpassingen van het dienstenproject die eruit voortvloeien, worden opgenomen in het jaarlijks verslag bedoeld in artikel 26 van het decreet van 20 december 2001 en in artikel 22 van het decreet van 16 mei 2002.

De eventuele aanpassingen van het dienstenproject worden eveneens voor 1 oktober van elk jaar verstuurd naar de schoolinstelling, de hogeschool, de hogere kunstschool, het hoger instituut voor architectuur, het plaatselijk centrum voor gezondheidspromotie, en in voorkomend geval, naar het psycho-medisch-sociaal centrum die betrokken zijn.

**Art. 6.** In afwijking van artikel 2, 1e lid, strekt het dienstenproject dat voor 1 oktober 2007 moet worden opgericht, over een duur van zeven jaar.

**Art. 7.** De artikelen 3, 6, 7, 4<sup>o</sup>, 12, 15, 16, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 20 juli 2006 tot wijziging van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit alsmede dit besluit treden in werking op 1 januari 2007.

Brussel, 8 maart 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK